

MONTIGNY LES CORMEILLES

«Ce sont des innocents qui ont trinqué»

C'est, par hasard, à la radio, que Patrick Thomas, conseiller municipal apparenté PCF, a appris que le maire avait tenu une conférence de presse où il affirmait que Montigny était au centre du « Triangle de la drogue » ... Ainsi a commencé l'affaire. Bilan : une famille ouvrière immigrée marocaine brisée. Pierre Burnand a rencontré Patrick Thomas.

■ **Monsieur Patrick Thomas, vous avez été élu conseiller municipal de Montigny - les - Cormeilles sur la liste présentée par le PCF, sans toutefois en être adhérent ?**

Oui, je n'ai jamais été adhérent ni au PC, ni au PS, ni à aucun parti. Je suis syndiqué c'est tout. Je suis arrivé à Montigny, dans la ville nouvelle, en 1974. C'est une ville nouvelle de 2000 logements qui a été construite en quelques années. Il y avait un tas de problèmes : d'école qui n'était pas faite, de problèmes de vie associative... J'ai fondé une association de résidents, je me suis occupé de fonder une association Cornec avec d'autres personnes ; j'étais donc assez actif au niveau de la vie associative. La municipalité était complètement dépassée. C'était une municipalité dite apolitique, donc de droite, avec un maire PDG qui traitait sa ville comme une entreprise. En arrivant, comme j'avais pris contact avec le PCF et avec le PS pour différentes actions, le PCF m'a demandé de faire partie de son contingent pour l'élection municipale. Il y avait 27 conseillers, 17 PCF ou apparentés et 10 PS ou apparentés.

■ **Comment en êtes-vous venu à vous opposer aux récentes initiatives du maire de Montigny, Robert Hue ?**

L'affaire a démarré de façon totalement imprévue.

Le lundi 2 février, à la radio, en me couchant, j'apprends que, le jour même, le maire avait fait une conférence de presse à laquelle je n'avais pas été convié, ni aucun élu, et dont je n'avais pas été informé à l'avance, et dans laquelle il disait que Montigny était au centre du « Triangle de la drogue ». Et, deuxièmement, il proposait à la population de se mobiliser et surtout, il disait textuellement que toutes les personnes qui avaient des informations concernant l'usage de la drogue ou son trafic viennent personnellement lui en faire part. Dès le lendemain ou le surlendemain, j'ai envoyé une lettre ouverte au maire pour le critiquer vu que, d'une part, au niveau de la forme, ça fait quatre ans qu'on est élus et que jamais, en commission ou en conseil, le problème de la drogue n'a été abordé.

Ce qui est peut-être une carence de sa part, mais ce qui prouve que le problème n'était pas forcément crucial.

Si le maire, comme il l'a dit par la suite, avait été saisi du problème par une habitante, c'était bien le moment de se mettre à réfléchir en commun, de voir comment, en concertation avec la population, on pouvait mettre sur pieds des structures d'information, des structures d'aide etc... au lieu de garder la lettre sous le coude pour en faire, de toute évidence, une opération d'éclat soigneusement calculée. Ça, c'était la forme.

Et au niveau du fond, dès le départ, quand, lors de la conférence de presse, un journaliste lui avait demandé : « Est-ce que vous ne craignez pas la délation ? », il avait répondu : « On ne meurt pas de délation, mais on meurt d'overdose. » Je lui avais dit qu'il mettait en place ce que j'appellais une structure de répression fondée sur la délation collective institutionnalisée et que, à l'évidence, c'était inacceptable, c'était dangereux. Cela nous mettrait dans un engrenage, ce n'était, à l'évidence,

Entretien avec Patrick Thomas conseiller municipal apparenté PCF



pas comme ça qu'on réglerait les problèmes de la drogue. Je précisais, bien sûr, que j'étais tout à fait contre la drogue et prêt à lutter contre les problèmes de drogue et de trafic.

J'avais appris en même temps qu'un premier tract avait été diffusé, pas sur toute la ville, mais notamment sur la cité de l'Espérance, qui s'appelait « à bon entendeur, salut ! », et dans lequel il y avait tout un laïus sur la drogue et surtout où on indiquait que la cellule locale n'hésiterait pas à donner publiquement le nom des vendeurs. L'engrenage me semblait lancé. Mais je ne croyais pas que ça irait aussi vite et aussi loin. Le vendredi matin, un habitant de la cité m'appelle et me dit : « Voilà, j'ai trouvé dans ma boîte aux lettres un tract. » Dans ce tract, on faisait état de la lettre qu'aurait reçue le maire et le nom du « trafiquant de drogue » était cité en toutes lettres. Le mot d'ordre de la fin était : « Rassemblement samedi à 11h 30 pour expulser la drogue de Montigny ». Je lisais bien sûr : « expulser les drogués ou les trafiquants de Montigny ». Tout de suite, mon premier réflexe a été d'aller voir ce « trafiquant de drogue » parce que j'avoue que la cité en question, qui est une cité de transit, où il y a de nombreuses familles immigrées, avec de gros problèmes, j'avoue que depuis que je suis élu, j'y ai mis les pieds deux ou trois fois et que je n'avais pas de relations avec ses habitants.

Je suis allé voir ce « trafiquant de drogue » ; je m'attendais à n'importe quoi. Je suis rentré. J'ai vu une mère qui avait, en bandoulière, son enfant de quatre mois et demi, qu'elle allaitait ; qui, sans me demander quoi que ce soit, m'a fait entrer beaucoup plus hospitalièrement que de nombreuses familles françaises l'auraient fait. Et puis, peu à peu, c'est moi qui, avec précaution, lui ai

appris que, premièrement, il y avait un tract ; deuxièmement qu'il y avait son nom sur ce tract ; et troisièmement, que le lendemain matin il y avait des gens qui venaient faire une manifestation etc... avec toutes les conséquences sur la mère, l'affolement que vous imaginez. J'ai vu les membres de la famille arriver. Dans la famille en question, il y avait des enfants qui, cela va de soi, sont totalement innocents et allaient trinquer dans l'opération prévue. Pour bien vérifier, l'après-midi même, je suis allé au commissariat d'Herblay pour savoir si le maire l'avait saisi, s'il y avait réellement des problèmes de drogue dans cette famille, de quelle nature. Le commissaire m'a dit qu'il n'avait jamais été en contact avec le maire sur les problèmes de drogue et que dans la famille en question, il n'y avait aucun enfant, ni à fortiori le père, qui avait été condamné pour trafic ou pour usage et qu'il n'y avait aucune procédure actuellement engagée. J'ai essayé de saisir le maire pour lui demander s'il se rendait compte de ce qu'il faisait ; à l'évidence, il ne connaissait pas la famille, il n'y avait jamais mis les pieds. Je me suis haïté à une fin de non-recevoir.

J'ai essayé d'alerter au maximum la presse, des gens sur Montigny, les élus socialistes qui, au départ, ont condamné.

Les gosses sont arrivés dans la famille un par un. Il y a un gosse que la police est allé chercher à son CES pour lui conseiller de ne plus aller au CES pendant un certain temps. La famille m'a demandé de rester dans l'appartement, parce que le père, tout « trafiquant de drogue » qu'il était, devait partir à 5h le matin pour son travail. Il fait les 3x8 depuis sept ans dans la même entreprise à Bezons. La mère allait rester seule avec ses enfants ; les deux fils aînés n'habitent pas rue de l'Espérance. Je suis donc resté toute la nuit. A minuit, la mère a eu une crise de nerfs ou plutôt d'épilepsie. J'ai appelé le médecin de garde qui l'a faite hospitaliser. Une nuit passée en attendant, l'estomac noué, en entendant le moindre bruit. A 5 heures, le père est parti travailler. J'ai demandé aux journaux de venir avant la manif pour que je puisse exprimer mon opinion car je savais que je ne pourrais pas l'exprimer dans la manif. Et aussi pour que les journalistes voient ce père de trafiquants de drogue dont on parlait.

Ils ont vu la famille, ou du moins ce qu'il en restait car la mère était à l'hôpital et le père était au boulot.

Il y a eu une manif où il y avait une centaine de personnes ; cinquante du PCF local et cinquante venues d'ailleurs. Le maire a fait un grand discours général contre la drogue. J'ai demandé

à m'exprimer en tant que conseiller municipal, on m'a répondu : « Ce n'est pas une réunion du conseil municipal, c'est une réunion du PC. Si tu veux donner ton avis, t'as qu'à faire une manif pour la drogue. » J'ai été accusé d'être du côté des flics parce que je disais que, quels que soient les griefs contre cette famille, vous faites trinquer des gens totalement innocents, ce sont des méthodes dégueulasses.

Les conséquences maintenant sur la famille sont qu'elle doit changer de quartier car elle est tellement traumatisée qu'elle ne peut plus rester dans la résidence ; la fille aînée s'est faite agresser par trois filles, traiter de « sale arabe, trafiquante de drogue, retourne chez toi ! ». Les enfants qui ont 13, 14, 15 ans sont complètement traumatisés et ne peuvent plus retourner au CES ; le fils aîné qui habitait dans un hôtel à Montigny a été expulsé en se faisant traiter de « bougnole ».

■ **Pour justifier les attaques contre cette famille, il a été fait état de la plainte d'une mère de famille algérienne...**

Oui, d'une lettre que la mère a envoyé au maire. Je suis allé voir la famille B dès que j'ai été informé de la rumeur qui indiquait que c'était elle qui avait envoyé la lettre. Sachant qu'elle habitait au dessus de la famille K attaquée, je suis allé voir la famille en question pour savoir d'abord si c'était vraiment elle qui avait écrit la lettre et puis aussi pour connaître sa situation. Je me suis rendu compte que c'était une famille qui a au moins autant, sinon plus, de problèmes que la famille qui a été attaquée. Je leur ai demandé : « Est-ce que vous vous êtes bien rendus compte dès le départ dans quoi vous mettiez les pieds ? Est-ce que vous acceptez la façon dont le maire, au lieu de saisir les autorités compétentes, au lieu de faire quelque chose de concret s'est mis à ameuter la population ? Maintenant, vous allez être, vous aussi sur la place publique. »

En aucun cas je ne leur ai demandé de se rétracter. Le lendemain, dans l'Humanité on a écrit que je serais allé les voir pour leur demander de se rétracter, pour leur dire que Robert Hue n'était plus le maire, pour les menacer d'expulsion s'ils ne se rétractaient pas etc... L'Humanité m'a traité de « défenseur des trafiquants de drogue », ce qui a fait que j'ai porté plainte en diffamation. J'ai dit à la famille B que s'ils ont des griefs à faire, s'ils saisissent le maire, je leur ai dit que c'est tout à fait normal ; je ne veux pas rentrer sur le fond de l'affaire. Mais est-ce que vous estimez normal ce qui s'est passé ? Apparemment, ils ne l'estimaient pas normal et ils commençaient à réaliser qu'ils s'étaient faits manipuler. L'entretien s'est fait très court mais j'ai pu me faire expulser par un responsable de la Jeunesse Communiste qui est entré dans l'appartement et qui m'a foutu dehors en m'accusant encore de défendre les trafiquants.

«Cela est démobilisateur et sème la division»

Communiqué de l'Association des Marocains en France

Les derniers événements de Montigny-les-Cormeilles au Val d'Oise, à la cité de l'Espérance, portant atteinte à la dignité d'une famille marocaine, l'exposant à la vindicte de l'opinion du quartier par l'entremise d'une opération de délation organisée défiant toute justice et passant outre les véritables fléaux et les pontes les organisant...

Ces événements appellent de notre part en tant qu'association des marocains en France, partie prenante et concernée par tout ce qui touche de près ou de loin nos concitoyens sur le territoire français, la mise au point suivante :

- Il est regrettable que des forces se réclamant de l'idéologie de la classe ouvrière prennent position ouverte et déclarée contre la frange de la classe ouvrière de France la plus démunie, la plus deshéritée et vulnérable : les travailleurs immigrés et leurs familles, et ce dans une situation déjà précaire pour eux renforcée par la crise.

- Seuil de tolérance, quotas, insécurité, insalubrité, tant de propos qui ne peuvent émaner d'une force se déclarant de gauche.

Mais les faits sont là :

- A Vitry 300 travailleurs maliens expulsés par des commandos Buldozer...

- A Nanterre les enfants immigrés sont acculés à des quotas pour le moins ignobles pour avoir accès à des centres de loisirs et aux colonies de vacances...

- A Dammarie-les-Lys les immigrés sont devenus indésirables et par là même expulsables...

- Et comble des combles, au Val d'Oise c'est la délation qui s'érige comme pratique et de « masse » paraît-il contre un « fléau social »...

Il nous paraît mal venu, mal considéré et pernicieux que de telles pratiques soient le fait de maires de villes ouvrières, de sections du parti de la classe ouvrière, plus choquant encore du soutien de la part du bureau politique d'une force de gauche. Cela est démobilisateur, isolateur et sème la division ; cela permet à la droite et à ses valets telle la réaction marocaine (Ambassade, et Amicales), de mener une campagne de récupération s'érigeant comme défenseurs des travailleurs marocains. Ceux là même qui mènent une offensive législative policière, raciste et xénophobe, ceux-là mêmes qui se taisent sur la mort du jeune Houari Mohamed et de tant d'autres...

Pour notre part, nous condamnons avec vigueur et fermeté tant dans la récupération de cet événement que la politique des maires et des sections du parti communiste français. Il ne s'agit pas aujourd'hui de sacrifier l'essentiel, (la crise gérée par la bourgeoisie) pour une politique de conjoncture électorale.

Tout notre appui et toute notre sympathie vont à l'endroit de la famille accusée injustement.

- Pour un large mouvement anti-raciste, anti-fasciste et anti-impérialiste

- Pour une solidarité internationale réelle et pour l'égalité des droits

(...)

Paris le 17/02/1981